

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : En attendant la confirmation de M. Kirk

Il n'est pas encore clair quand le président des négociations sur l'agriculture, M. Crawford Falconer, reprendra ses consultations informelles en salle E et ouvertes. Le plan du président semble être contrarié par le retard apporté à nommer le nouveau représentant au Commerce américain et à constituer son équipe; ce processus risque d'être entravé davantage par le fait que le gouvernement Obama se concentre actuellement sur le train de mesures de relance. Les membres de l'OMC conviennent en général qu'il ne sert à rien de recommencer le travail technique intensif avant que tous les acteurs clés soient prêts. Jusqu'à ce que ce soit le cas, M. Falconer poursuivra probablement ses consultations informelles avec diverses coalitions (PEV, ACP, Cairns, G-33, etc.). On nourrit cependant de solides attentes que le commerce sera un point clé de l'ordre du jour du Sommet du G-20 du 2 avril, et que des décisions y seront prises pour relancer les consultations techniques intensives des membres.

L'équipe de l'USTR ne sera probablement pas prête avant la fin mars

En dépit du fait que plusieurs pays ont demandé qu'un certain nombre de réunions ministérielles se tiennent avant juillet 2009, moment où le DG est censé inviter les ministres du Commerce à Genève pour essayer de conclure les modalités sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) il est manifeste qu'aucune réunion de ce genre ne sera convoquée avant la Conférence des chefs d'État et de gouvernement du G-20 qui se tiendra le 2 avril à Londres. La principale raison en est que la confirmation de M. Ron Kirk comme représentant au Commerce des États-Unis sera probablement retardée jusqu'au 20 février, et lorsque le nouveau USTR sera enfin confirmé, le nouveau gouvernement aura probablement besoin d'au moins deux semaines pour examiner les négociations de Doha et réévaluer la position des États-Unis. Les observateurs commerciaux conviennent que ce retard signifiera que les États-Unis ne seront pas en mesure de participer à une quelconque séance de négociation de Doha avant la mi ou la fin mars – juste à temps pour la Conférence du G-20 prévue pour le 2 avril.

Conseil général

Le Conseil général du 3 février a fourni au directeur général, M. Pascal Lamy, l'occasion de faire rapport à l'ensemble des membres de son voyage à Davos et du déjeuner ministériel qui s'y est déroulé. Il a relevé que le commerce est devenu l'une des victimes de la crise économique, citant le net ralentissement qui s'est déjà produit, et insistant ensuite sur la nécessité « de faire en sorte que le commerce fasse partie de la solution au lieu de venir aggraver une crise déjà sérieuse risquant de rendre la récession plus profonde et plus longue ».

M. Lamy a continué en ces termes : « Les projections faites aujourd'hui concernant la croissance mondiale sont à zéro pour cent, les pays développés affichant une croissance négative de -2 pour cent et les pays en développement une croissance positive de quelque 5 pour cent. La croissance positive, a-t-il insisté, est attribuable aux pays émergents qui dépendent fortement du commerce ».

Le DG a exhorté les membres à envisager que « les raisons fondamentales qui font que ce cycle est nécessaire sont encore plus impérieuses et urgentes qu'elles ne l'étaient à la fin de l'année dernière. Le commerce, avec son effet multiplicateur, doit faire partie intégrante des trains de mesures de relance qui sont adoptés. Une issue positive du Cycle de Doha pour le développement peut donc faire partie de la solution à la crise économique. Elle enverra également le signal politique indiquant que, dans l'adversité, les gouvernements sont capables de collaborer pour apporter le type de réponse mondiale dont on a tant besoin. ».

M. Lamy a répété ce qu'il avait martelé aux personnes présentes à la réunion de Davos : nous avons encore beaucoup de travail à faire. Il a certes reconnu que les États-Unis et l'Inde auront besoin de quelque temps pour trouver leurs repères à la suite de leurs élections, mais « cela n'est pas une raison pour se croiser les bras ». Le plan de M. Lamy consiste toujours à « établir rapidement des modalités pour l'agriculture et l'AMNA » avant de s'attaquer aux négociations dans le cadre de l'engagement unique. « Nous devons, dès maintenant, préparer tout ce que nous pouvons, de sorte que lorsque le moment des décisions politiques sera venu, nous serons prêts. » Les membres, a-t-il insisté, « travaillent sous pression non seulement parce que le temps passe mais aussi parce que nous devons apporter une contribution positive à l'économie mondiale et faire la différence ».

Nomination du nouveau président

Au cours du Conseil général du 3 février, les présidents nouvellement choisis des divers organes de l'OMC ont été présentés à l'ensemble des membres. Relevons principalement que l'ambassadeur du Chili auprès de l'OMC, M. Mario Matus, est devenu le nouveau président du Conseil général et que l'ambassadeur du Canada, M. John Gero, est devenu le nouveau président de l'Organe de règlement des différends de l'OMC.

Le deuxième mandat de M. Lamy

La question de la nouvelle nomination de M. Pascal Lamy comme directeur général de l'OMC a également été abordée pendant le Conseil général. Les membres sont convenus de raccourcir la période de trois mois qui est traditionnellement accordée aux candidats pour qu'ils présentent leurs titres de compétence. Cette fois-ci, en raison de la situation spéciale créée parce que M. Lamy est l'unique candidat, les membres ont accepté de tenir une réunion spéciale du Conseil général au cours de laquelle, à la demande de l'Argentine, de l'Inde, du Venezuela et de Cuba, le DG actuel présentera aux membres une vue d'ensemble de sa vision pour les quatre prochaines années. Les fonctionnaires de l'OMC ont signalé que, bien qu'aucune date n'ait encore été avancée pour ce Conseil général spécial, il devra se dérouler « avant le 31 mai ».

Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, l'Office canadien de commercialisation du dindon et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254

